

DECISION N° 8

**Déclaration interprétative de l'article 1 n) de l'Accord rhénan
et de l'article 1 b) de l'Accord dérogatoire**

Le Centre Administratif de la sécurité sociale pour les bateliers rhénans,

Vu l'article 72 paragraphe 1 alinéa a) de l'Accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans du 30 novembre 1979 (ci-après « l'Accord rhénan »), aux termes duquel le Centre Administratif est chargé de toute question d'application des dispositions dudit Accord ou de son Arrangement,

Constatant certaines difficultés d'interprétation touchant à la définition des notions de « travailleur auxiliaire », utilisée aux articles 1 lettre n)¹ et 11 paragraphe 4 de l'Accord rhénan, et de « personnes engagées temporairement pour compléter ou renforcer l'équipage », utilisée à l'article 1 lettre b) de l'Accord relatif à la détermination de la législation applicable aux bateliers rhénans, conclu sur la base de l'article 16 § 1 du Règlement (CE) n° 883/2004 (ci-après « l'Accord dérogatoire »)²,

Considérant que la désignation "travailleur auxiliaire" au sens de l'article 1 lettre n) de l'Accord rhénan s'applique à une catégorie spécifique de personnes qui travaillent à bord d'un bateau rhénan, incluant par exemple les personnes qui montent à bord en cours de voyage pour la conduite sur certains secteurs présentant des difficultés ou pour effectuer des manœuvres dans les ports (personnes habituellement désignées sous le terme de pilotes), pour procéder à des opérations de sauvetage en cas d'avarie, ou pour effectuer des réparations à bord à titre ponctuel ; que ces personnes sont généralement domiciliées dans l'Etat sur le territoire duquel elles travaillent,

Considérant que l'Accord dérogatoire ne comporte pas de disposition spécifique pour cette catégorie de personnes (les travailleurs auxiliaires) et que leur situation est dès lors régie par les dispositions pertinentes du Règlement (CE) n°883/2004 ou par l'article 11 paragraphe 4 de l'Accord rhénan³,

Considérant que les « personnes engagées temporairement pour compléter ou renforcer l'équipage » mentionnées à l'article 1 lettre b) de l'Accord dérogatoire ne sont pas des « travailleurs auxiliaires » au sens des considérants précédents ; que sont visées sous cette acception les personnes intervenant brièvement à bord d'un bateau et qui font partie de l'équipage durant la période passée à bord. Ces personnes sont considérées comme des bateliers rhénans, dont la situation est régie par les dispositions de l'Accord dérogatoire,

¹ Art. 1 lettre n) de l'Accord rhénan : « le terme « travailleur auxiliaire » désigne un batelier rhénan engagé temporairement pour compléter ou renforcer l'équipage en conformité avec les règlements rhénans ou pour être affecté aux manœuvres dans les ports ».

² Art. 1 lettre b) de l'Accord dérogatoire : « sont considérés comme bateliers rhénans également les personnes engagées temporairement pour compléter ou renforcer l'équipage en conformité avec les règlements rhénans ».

³ Le Règlement (UE) n° 1231/2010 ne s'applique pas en Suisse.

Délibérant dans les conditions fixées à l'article 72 paragraphe 2 alinéa a) de l'Accord rhénan,

Convient à l'unanimité de l'interprétation suivante.

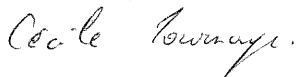
- Par « travailleur auxiliaire » au sens des articles 1 lettre n) et 11 paragraphe 4 de l'Accord rhénan, il convient d'entendre des personnes effectuant une mission spécifique et ponctuelle à bord (p. ex. pilote, réparateur) et qui ne sont pas considérées comme faisant partie de l'équipage.

L'assujettissement d'un tel travailleur auxiliaire est régi par les dispositions pertinentes du Règlement (CE) n°883/2004 ou par l'article 11 paragraphe 4 de l'Accord rhénan.

- Par « travailleur temporaire » au sens de l'article 1 lettre b) de l'Accord dérogatoire, il convient d'entendre des personnes intervenant brièvement à bord d'un bateau et qui font partie de l'équipage durant la période passée à bord. Ces personnes sont considérées comme des bateliers rhénans et ne sont pas des « travailleurs auxiliaires » comme défini précédemment.

L'assujettissement de ces personnes, en tant que bateliers rhénans, est régi par les dispositions de l'Accord dérogatoire.

Strasbourg, le 3 octobre 2013



Le Secrétaire
C. TOURNAYE



Le Président
S. CUENI